

CCOO... premier prix, en hypocrisie et corruption

- Actualité politique internationale - Europe -

Date de mise en ligne : mercredi 25 juillet 2012

Description :

Il est connu de tous que la multinationale REPSOL-YPF jusqu'à maintenant, exploitait et faisait de la spéculation (avec des millions de bénéfices) avec les ressources pétrolières du peuple Argentin. Elle était le fer de lance de l'expansion économique, impérialiste et politique de l'Espagne, du capitalisme européen

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Il est connu de tous que la multinationale REPSOL-YPF jusqu'à maintenant, exploitait et faisait de la spéculation (avec des millions de bénéfices) avec les ressources pétrolières du peuple Argentin. Elle était le fer de lance de l'expansion économique, impérialiste et politique de l'Espagne, du capitalisme européen dans les marchés de l'Amérique Latine, et dans cette ancienne colonie espagnole.

Après la décision du gouvernement argentin de nationaliser l'entreprise pétrolière YPF, il est étonnant (pour ceux qui ne connaissent pas encore la dépendance, chaque jour plus grande, du FMI et des multinationales, des syndicats affiliés à la CSI, Confédération Syndicale Internationale) de voir la réaction des syndicats espagnols CCOO et UGT qui "*montrent leur désaccord et refus aux décisions du Gouvernement Argentin en suivant YPF*". Ces Syndicats qui, pour beaucoup (même trop) d'exploités espagnols, continuent ? être "*les défenseurs des droits des travailleurs*".

Le communiqué de CCOO exprime textuellement que "*CCOO réitère son opposition à la décision du Gouvernement argentin, qu'elle qualifie de grave erreur, et elle évaluera les efforts de l'Exécutif espagnol et de la direction de l'entreprise pour défendre les intérêts sociaux, politiques, économiques et juridiques qui sont en jeu*". Cela ne pose aucun problème à la direction de CCOO que "*le gouvernement*" soit issu de membres du PP, de fascistes ex-franquistes et très pro-capitalistes espagnols.

Il est inacceptable, pour n'importe quel défenseur de la justice et de l'équité, que, pour créer de la confusion dans la conscience de classe des exploités espagnols, un syndicat comme CCOO, qui il y a beaucoup d'années était un syndicat combatif, soutienne publiquement les intérêts d'une multinationale pétrolière, et critique la nationalisation des ressources naturelles d'un peuple, en l'occurrence argentin. Il est évident que beaucoup de syndicats européens gagnent de l'argent et bénéficient d'autres avantages, par leur participation dans les institutions du système bourgeois, et avec l'exploitation des ressources naturelles de la planète.

Le principal argument de la direction de CCOO est le dommage que cette décision causerait aux actionnaires et petits actionnaires de Repsol. Pourtant, Repsol s'est vite adapté à la nationalisation d'YPF par l'Argentine. Sans compter cette filiale, le groupe a réalisé (tandis que les travailleurs souffrent chaque jour des nouvelles diminutions de leurs droits) un bénéfice net jusqu'au mois de mars, de 643 millions d'euros, soit une hausse de 12,4%. Si on lui ajoute YPF, le résultat a été de 792 millions, soit une hausse de 3,5% par rapport au premier trimestre de l'an passé, tout cela en exploitant ses travailleurs et en poursuivant l'étape coloniale européenne en Amérique Latine.

Les directions de CCOO et d'UGT marchent main dans la main avec des multinationales et des capitalistes, comme le fait sa Confédération Syndicale Internationale (CSI) lorsqu'elle applaudit les décisions du G-8 dans sa récente réunion de ce mois de mai. Il s'agit d'un exemple caractéristique des intérêts que défendent ces deux syndicats, qui reçoivent (peu en comparaison avec ce qu'obtiennent en contrepartie les multinationales qui contrôlent le FMI, le BM et le G-8) tous les ans des grandes sommes d'argent du gouvernement espagnol et encore plus importantes de l'UE (Union Européenne). Les sommes qu'ont reçues ces organisations en 2010 du budget général central de l'État en Espagne, dépassent les 10 millions d'euros. Une partie a été destinée à « *des investissements syndicaux* » en Amérique centrale et en Amérique latine.

Aujourd'hui on ne peut plus se tromper, les dirigeants des syndicats jaunes ne vont pas changer de direction, ni ne vont défendre la lutte de classes. Ça ne les intéresse plus, et ne rentre pas désormais dans leurs objectifs. En réalité dans leurs documents et leurs déclarations, ça fait beaucoup d'années qu'ils parlent d' "*agents sociaux*" au lieu de "*classes sociales*". Même dans leur langage ils se sont laissé "*asservir*".

L'Amérique centrale, Les Caraïbes et l'Amérique latine doivent savoir que les anciennes CCOO (celles qui pendant plusieurs décennies ont combattu contre la dictature fasciste de Franco, celles qui ont payé leur lutte héroïque avec

des dizaines d'assassinés, avec des centaines de torturés et des milliers d'incarcérés, de licenciés et d'exilés, celles qui ont été affiliées à la FSM Fédération qui les ont toujours soutenues contre le dictateur) n'existent plus. Elles se sont effondrées au milieu de la corruption, des scandales financiers et du rapprochement avec les multinationales.

Devant cette réalité, seule la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) maintient une véritable position de défense des intérêts des salariés, une position de classe et sans ambiguïté, et nous devons nous féliciter pour ça. Elle a démontré, depuis sa fondation à Paris le 3 octobre 1945, qu'elle est l'unique Organisation Syndicale Internationale indépendante et de lutte.

La FSM a diffusé immédiatement (20 avril 2012) un communiqué qui commençait en disant : "*La Fédération Syndicale Mondiale après la tension dans les relations entre l'Argentine et l'Espagne, soutient qu'il est inacceptable que les monopoles et les multinationales pillent les ressources naturelles de chaque pays.*" Et il ajoutait : "*La FSM exprime sa solidarité avec la lutte des organisations syndicales de classe de l'Argentine qui exigent la fin de l'exploitation capitaliste, la fin du vol de la richesse naturelle du pays par REPSOL-YPF et d'autres multinationales.* »

Les syndicats de classe de l'Etat espagnol approuvent ces affirmations et sont d'accord aussi avec le constat final du texte de la FSM : "*Pour la classe ouvrière et les peuples de tous les continents, la solution fondamentale et définitive ne viendra pas des rivalités inter-capitalistes mais au contraire par la socialisation des monopoles et des entreprises.*"

Une salutation de classe et internationaliste.

Barcelone, mai de 2012.

Quim Boix Lluch

Fondateur des CCOO (licencié 8 fois, arrêté 11 fois, et torturé pour la défense de ce syndicat sous le franquisme).

Actuellement Secrétaire Général de la CSU (Centrale Syndicale Unitaire) de Pensionnés et Retraités de l'Espagne,

<http://centralsindicalunitaria.wordpress.com/>

Membre du Conseil Présidentiel de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM),

<http://www.wftucentral.org/?language=fr>